

Compte Rendu
Conseil Municipal

Séance du 25 septembre 2017

Présents

Bruno Loustalet
Yannick Semay
Philippe Guillard
Jean-Michel Thuot
Valérie Berger
Suzanne Borrel-Jeantan
Josiane Brignone
Marie-Paule Dupuy-Roudel
Nicolas Zimerli
Kamel Mohammadi
Sabine Basili
Serge Manié
Christian Julian

Excusée

Audrey Duprat

Pouvoir

Guy Caplat
(Pouvoir à B. Loustalet)

L'an deux mil dix-sept, le vingt-cinq septembre à 20 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Josiane Brignone

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le lundi 25 septembre 2017 à 20 h 30
Enregistrement intégral sans pause »

En préambule, Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée de la demande d'enregistrement émise le 21 septembre 2017 par courriel, de l'Association Uthil Avant Tout. Il souligne qu'il serait plus conventionnel d'adresser ce courriel uniquement au Secrétariat Général de la Mairie, qui se chargera d'en informer les élus.

1. Compte rendu de la précédente réunion :

L'Assemblée n'ayant pas de modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

2. LOGEMENT SOCIAL

20 h 35 : Arrivée de Mme Berger

Mr Mohammadi donne lecture du projet de délibération.

**DELIBERATION 17/05/01 : ACCES AU SYSTEME NATIONAL D'ENREGISTREMENT (SNE)
DES DEMANDES DE LOGEMENT SOCIAL**

Rapporteur : Kamel Mohammadi

Dans le cadre de l'article 97 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR), le dossier unique de demande de logement social a été institué à compter du 1er janvier 2016.

Le dossier unique permet aux demandeurs de ne déposer qu'un seul dossier, enregistré et numérisé dans le Système National d'Enregistrement (SNE). Cette demande est prise en compte par tous les bailleurs et territoires concernés par la demande.

Le SNE, portail informatique gratuit développé par l'Etat, a été conçu pour répondre à l'ensemble de ces nouvelles dispositions législatives et réglementaires. Depuis le 1er janvier 2016, toutes les demandes de logement social y sont enregistrées.

Selon l'article R.441-2-1 du Code de la Construction et de l'habitat, les collectivités territoriales qui souhaitent accéder aux données nominatives du SNE pour assurer la fonction de guichet consultant doivent prendre une délibération en ce sens. Une convention relative aux conditions et modalités de mise en œuvre du SNE sera ensuite signée entre la collectivité et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS).

Le Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social approuvé en Conseil Communautaire du 06 juillet 2017, ayant fait l'objet d'un avis favorable de la Commune en date du 09 juin 2017, établit la Commune de Thil en tant que guichet consultant pour les demandes de logement social pour le territoire communautaire. Ainsi, le conseil municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à signer les conventions avec l'Etat qui permettront d'accéder au SNE pour assurer la fonction de guichet consultant.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

3. PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

Mr Mohammedi donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 17/05/02 : MODIFICATION ET PROROGATION DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

Rapporteurs : Kamel Mohammedi / Bruno Loustalet

Dans un souci de coordination des politiques d'habitat et de bonne utilisation des ressources, la perspective de création d'ici 2020 d'une nouvelle intercommunalité qui rassemblera la 3CM et la CCMP, incite à proroger le PLH actuel jusqu'à ce que le PLH de la future intercommunalité soit approuvé.

Cependant, une prorogation implique de modifier le PLH actuel, afin de l'adapter à l'évolution du contexte réglementaire et de renouveler le programme d'action pour maintenir active notre politique de l'habitat.

1) Les évolutions du contexte réglementaire depuis l'approbation du PLH en 2011 :

Les obligations de production de logement social sont relevées de 20 % à 25 % du parc de résidences principales des communes de plus de 3 500 habitants (Miribel, Saint Maurice de Beynost et Beynost). Pour ces communes, la part des logements financés en prêts locatifs sociaux (PLS) ne peut être supérieure à 30 % des logements locatifs sociaux à produire et celle des logements financés en prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) est au moins égale à 30 %.

Le nouveau SCOT Bugey Côtière Plaine de l'Ain a établi des objectifs de production de 220 logements par an pour le « Pôle réseau » (Neyron, Miribel, St Maurice de Beynost, Beynost) et de 15 logements par an pour les « autres communes » (Thil et Tramoyes). Le SCOT fixe également des objectifs de 15 % de logement sociaux dans le parc de résidences principales pour Neyron et 10 % pour Thil et Tramoyes.

Ces évolutions du contexte réglementaire et l'analyse des autorisations d'urbanisme délivrées depuis 2014 ont permis de définir, pour chaque commune, sur la période de prorogation du PLH (2017 – 2019), de nouveaux objectifs de développement résidentiel et de production de logement social (pages 6 et 7 du projet de modification du PLH).

Les objectifs de production globaux sur 2018 - 2019 sont pour la commune de THIL de 9 logements réalisés dont 7 en logements sociaux.

2) Actions renouvelées sur la période de prorogation :

Action 1 - Etude préalable à des aménagements ou des opérations d'habitat permettant une mise en œuvre des objectifs du PLH.

Une étude maîtrise d'ouvrage CCMP sur le secteur de Pré-Mayeux à Beynost pour mettre en œuvre les outils financiers et réglementaires nécessaires à la réalisation rapide d'un projet urbain mixte de qualité, dont au moins 50% des logements produits seront des logements locatifs sociaux.

Budget : 30 000 €

Action 2 – Soutien à l'équilibre financier des opérations d'habitat locatif aidé

La CCMP propose des aides de 3 000 € par logement locatif social pour toute opération d'au moins 4 logements dont 25 % de T1 et T2. Les opérations d'au moins 5 logements doivent également comprendre au moins 20 % de PLAI, et la programmation du bailleur sur la durée du PLH dans la commune doit comprendre au moins 25 % de petits logements (T1 ou T2) et 20% de PLAI. Pour les communes de Miribel et Beynost, tant qu'elles seront déficitaires au regard des obligations SRU, les opérations d'au moins 5 logements doivent comprendre 30 % de PLAI pour bénéficier de ces aides.

Une aide complémentaire (cumulable avec la précédente) de 13 000 € par logement démolit est accordée pour les opérations d'acquisition amélioration et de rénovation urbaine de quartiers dégradés.

Action 5 – Aide à la requalification des quartiers d'habitat social souffrant d'un déficit d'attractivité

Dans le quartier des Folliets à Saint-Maurice de Beynost, les quartiers des Prés Célestin à Miribel centre et de La Chapelle aux Echets, des subventions plafonnées à 50 000 € par opération pourront être attribuées aux Communes ou aux bailleurs sociaux. Les opérations subventionnées doivent permettre la requalification des bâtiments (aspect des façades et parties communes) ou des espaces extérieurs publics et/ou privés, et/ou l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Le projet de modification du PLH a été présenté lors des Commissions générales du 12 juillet et du 07 septembre 2017.

Il est rappelé que les actions engagées depuis 2011 ont eu pour objet de promouvoir de façon raisonnée la mixité de logements pour répondre aux besoins en logements de la population locale, d'une part, et assumer solidairement la responsabilité communale vis à vis de l'intercommunalité, d'autre part.

Depuis 2014, deux opérations de réserve foncière ont été engagées à cette fin.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le Conseil municipal :

Donne un avis favorable sur le projet de modification du PLH assorti toutefois de la remarque suivante :

« Les objectifs assignés à la commune de THIL sont conditionnés, notamment pour ce qui concerne la production de logements sociaux, par la réalisation de l'assainissement collectif dont les travaux sont prévus pour 2018. »

La présente délibération sera notifiée au préfet, au titre du contrôle de légalité.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	2

4. FONDS SOLIDARITE LOGEMENT (F.S.L.)

Mr Mohammedi donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 17/05/03: FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (F.S.L.)

Rapporteur : Kamel Mohammedi

Monsieur le rapporteur expose que vu l'évolution démographique du Département, la question du logement est devenue un enjeu essentiel pour les années à venir.

La prise en considération des plus démunis pour l'accès ou le maintien dans le logement a justifié l'existence d'un Fonds de Solidarité pour le Logement (F.S.L.).

Ce fonds a pour vocation d'apporter une aide financière ponctuelle aux habitants dont les ressources ou la situation justifie une solidarité départementale de la part des collectivités et organismes en charge de ces questions.

Cette aide permet de contribuer à résorber une dette de loyer pour favoriser une reprise de paiement de loyer courant ou d'accéder à un logement et de régler les dépenses qui y sont liées.

S'agissant d'un domaine où les compétences entre le Département et la commune sont liées, il propose de maintenir à 0,30 euro par habitant la base de contribution volontaire de la commune.

Le Conseil municipal ayant délibéré,

. Accepte de maintenir à 0,30 € par habitant la base de contribution au F.S.L.
La dépense sera mandatée à l'article 6281 du budget de l'exercice en cours.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

5. SPL SEGAPAL

Monsieur le Maire donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié demande en quoi consiste l'entretien de la piste cyclable de l'Anneau Bleu.

Mr le Maire répond qu'il s'agit de l'entretien de la piste cyclable le long du canal, côté Jonage.

Il souligne qu'il a participé il y a trois semaines à une réunion sur le devenir de la navette fluviale. Une hypothèse consisterait à déléguer la gestion de la navette fluviale à un opérateur privé. Pour mémoire, il rappelle que la navette fluviale a coûté 2 millions d'euros.

Mr Julian demande des informations sur l'arrêt de l'exploitation des gravières.

Mr le Maire répond que l'arrêt d'exploitation résulte de la fin de la concession.

DELIBERATION 17/05/04: SPL GESTION DES ESPACES PUBLICS DU RHONE AMONT – ACTIVITE ANNEE

2016

Rapporteur : Bruno Loustalet

Notre collectivité est actionnaire de la SPL Gestion des espaces publics du Rhône Amont. A ce titre elle est représentée à l'assemblée spéciale.

Il convient donc de soumettre à l'organe délibérant, un rapport annuel sur lequel il doit se prononcer et doit permettre de délibérer sur l'action de nos représentants au sein de la SPL et sur les missions de cette dernière.

La SEM SEGAPAL a été créée en 1979 afin de gérer le Grand Parc Miribel Jonage.

Cette société d'économie mixte s'est transformée en Société Publique Locale le 29 juin 2012. Une SPL est une société détenue à 100% par des collectivités territoriales. Elle revêt la forme d'une société anonyme. Les SPL exercent leur activité exclusivement pour le compte de leurs actionnaires et sur leurs territoires.

La SPL a pris le nom de Société de gestion des espaces publics du Rhône Amont, son nom commercial reste SEGAPAL.

Le capital de la SPL a été porté de 670 000 € à 699 949 € en 2016. Le capital est réparti entre 21 actionnaires et 4 nouvelles communes ont rejoint la SPL : Beynost, Saint Maurice de Beynost, Villette d'Anthon et Jonage.

Dix-huit administrateurs siègent au Conseil d'Administration. Une assemblée spéciale réunit les actionnaires dont la part du capital ne leur permet pas d'être représentés au Conseil d'Administration.

Afin d'organiser au mieux les conditions d'exercice d'un contrôle analogue comparable à celui que les collectivités exerceraient sur leur propre service, il a été convenu par le Conseil d'Administration de la mise en place d'un comité d'engagement et de suivi chargé de suivre la gestion de la SPL et de donner son avis sur les opérations de la société et d'en suivre le déroulement. De même un guide des procédures a été institué avec, entre autre, la création d'une commission d'appel d'offres.

Le Président de la SPL est M. Gilbert-Luc DEVINAZ, il est entouré de 2 vice-Présidents : M. Jean Paul COLIN et M. Pascal PROTIERE. Le Directeur Général est M. Didier MARTINET.

63 salariés (9 cadres, 6 agents de maîtrise, 48 employés) composent le personnel de la SPL dont 41 hommes et 22 femmes.

Le comité d'entreprise (DUP) se réunit tous les mois et le CHSCT tous les trimestres.

En 2016, l'assemblée spéciale s'est réunie 3 fois, le comité d'engagement et de suivi 2 fois, le Conseil d'Administration s'est réuni 3 fois.

LES MISSIONS CONFIEES A LA SPL

▪ La mission la plus importante concerne la gestion et l'animation du Grand Parc Miribel Jonage.

Cette mission se déroule dans le cadre d'une DSP confiée à la SEGAPAL qui intervient comme régisseur intéressé. Elle a démarré en juillet 2014 pour une durée de 3 ans et demi.

Le budget 2016 de la Régie Intéressée pour cette mission s'élève à 5 238 k€ HT en charges et 5 290 k€ HT en recettes.

La rémunération de la SEGAPAL, pour cette mission, s'élève à 2 047 k€ HT en part fixe et 930 k€ HT en part variable, sachant que les salaires sont à la charge de la SPL.

La participation du Syndicat à la Régie est de 3 251 k€. Elle était de 2 727 k€ en 2015. Cette hausse s'explique en partie par les recettes de graviers qui passent de 671 k€ en 2015 à 0 k€ en 2016 et à un chiffre d'affaire en légère baisse sur l'Atol'.

Le rapport de gestion présente les comptes de la régie intéressée et l'organisation de la SPL.

▪ **De même, le SYMALIM confie à la SPL SEGAPAL une maîtrise d'ouvrage déléguée pour ses travaux et études.**

La rémunération de la SEGAPAL en 2016, pour cette mission, s'élève à 55 k€ HT. En 2015 notre rémunération était de 84 K€. Cette baisse est due à des chantiers retardés pour des raisons administratives.

▪ **La SPL a effectué 6 autres missions en dehors du Parc :**

Missions et coûts facturés HT

- Entretien de la piste cyclable de l'anneau bleu	163 157 €
- Exploitation de la Navette fluviale du Canal	141 600 €
- Surveillance équestre à Vaulx en Velin	3 850 €
- Animation du site Natura 2000 de Jons à Anthon	11 288 €
- Etude Embarcadère Jons	6 000 €
- Entretien Biezin (accès sud grand stade)	167 941 €

COMPTES SEGAPAL

- Le budget 2016 de la SEGAPAL s'établit à 3 965 k€ en charges et à 4 005 k€ en recettes, pour un résultat net de + 40 k€
- Le résultat d'exploitation s'élève à + 31 k€
- Le chiffre d'affaires se monte à 3 669 k€
- Les charges de personnel sont de 3 040 k€.

C'est la 12^e année consécutive où le résultat de la SEGAPAL est positif.

Cette année 2016 a été une année difficile, les recettes de graviers se sont arrêtées et la baisse de participation des collectivités au Grand Parc ont amené la Ségapal à réduire ses coûts de fonctionnement et à diminuer certaines prestations.

Pour remédier à cet état de fait, le Conseil d'Administration de la SPL a privilégié une double orientation :

- . Développer les missions extérieures au Grand Parc,
- . Privilégier les activités générant une marge plus importante (événementiel, séminaires...) sur le Grand Parc.

La raréfaction des recettes publiques oblige à rechercher des financements autres et se diversifier.

Tels sont les principaux éléments concernant l'activité écoulee de la SPL SEGAPAL pour l'année 2016.

Les rapports complets ont été tenus à la disposition du Conseil municipal.

Je vous demande, donc, de délibérer sur ce rapport et de vous prononcer sur le travail de vos représentants au sein de la SPL en leur donnant quitus et sur les missions de la SPL SEGAPAL.

Le Conseil,

Entendu l'exposé de Monsieur le Rapporteur et après en avoir délibéré,

- donne quitus sur le rapport et sur les actions de la SPL SEGAPAL pour l'année 2016.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

6. CONVENTION THIL / CCMP – RESEAU ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Mr le Maire rappelle que début juin dernier, les dossiers ont été adressés à la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), qui a demandé l'établissement d'une convention entre la Commune et la CCMP.

Mr Thuot donne lecture du projet de délibération.

Il rappelle que la CCMP s'occupe particulièrement du lot 1 qui concerne le transport des flux de la commune à la STEP avec deux points de relevage (rue de la Mairie et sur la commune de Niévroz).

Mr Zimerli demande de quelle parcelle il s'agit.

Cette parcelle (au niveau du Stade) est concernée par le PPRI, s'agissant des équipements publics, et peut faire l'objet de prescriptions particulières dans le cadre du PPRI.

Mr le Maire souligne également que cela ne se fera qu'en relation avec les services de l'Etat.

Mr le Maire répond que la commune va passer dans la phase « désignation du titulaire » qui va faire une étude détaillée de réalisation.

DELIBERATION 17/05/05: CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE THIL ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MIRIBEL ET DU PLATEAU RELATIVE AUX CONDITIONS DE REALISATION ET D'EXPLOITATION DU FUTUR RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Rapporteurs : Jean Michel Thuot / Bruno Loustalet

La Commune de Thil, suite à l'élaboration de son schéma directeur d'assainissement en février 2014, a décidé de créer un réseau d'assainissement collectif et de raccorder ses effluents sur la station d'épuration (STEP) de la 3CM sise sur Niévroz, au lieu-dit les iles.

La Commune de Thil est compétente pour la réalisation du réseau de collecte des eaux usées.

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau conformément à l'arrêté préfectoral du 28/06/2016 est compétente pour réaliser les travaux de raccordement des eaux usées de la commune de Thil à la station d'épuration (STEP) de la 3CM.

Afin de mener à bien cette opération, dans le cadre d'un groupement de commande, la Commune de Thil et la CCMP ont désigné en août 2016, comme maître d'œuvre, le cabinet SAFEGE : sur la base du rendu de la phase Projet reçu fin juillet, un dossier de consultation pour désigner les entreprises en charge des travaux a été élaboré ; cette consultation a été lancée le 01/09/2017 par la CCMP dans le cadre d'un second groupement de commande Thil/CCMP.

A ce stade technique et financier du projet, la Commune de Thil et la CCMP souhaitent par la présente convention définir les conditions de réalisation et d'exploitation du futur réseau d'assainissement et clarifier les responsabilités de chacun.

- Le marché de travaux prévoit en tranche ferme une mission d'exploitation et de maintenance des postes de relevage et de refoulement (sous maîtrise d'ouvrage communale) ;
- La réglementation actuelle prévoit que les Communautés de communes (et donc la CCMP) exercent de plein droit au lieu et place des communes membres (donc Thil) la compétence en matière d'assainissement à compter du 1er janvier 2020. Si tel est le cas, la CCMP deviendra propriétaire à terme de l'ensemble des ouvrages et sera responsable de leur surveillance et de leur bon fonctionnement.
- Concernant le poste PRG1 (Poste de refoulement des effluents n°1) ainsi qu'un canal de décharge sont prévus, au stade du projet, sur une parcelle communale. La Commune au stade de l'étude de Projet valide ce point technique et donne un accord de principe pour poursuivre la démarche. Les éléments plus précis sur la localisation des ouvrages et les éventuelles conditions de mise à disposition de la parcelle feront l'objet d'une délibération ultérieure.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Approuve la convention annexée à la présente délibération ;

- Autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention avec la Communauté de communes de Miribel et du Plateau représentée par son Président, Monsieur Pascal Protière
- La présente délibération sera notifiée au préfet, au titre du contrôle de légalité.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

7. PARTICIPATION FORFAITAIRE POUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PFAC)

Mr Thuot donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié demande pourquoi le montant de la PFAC sera réévalué en 2019.

Mr Thuot répond que c'est en fonction (en + ou -) de la valeur. Concernant le cas présent, la PFAC est établie en référence au coût de réalisation de cet équipement.

Mr le Maire informe que le 16 octobre prochain, des précisions seront données sur le coût des travaux de l'assainissement de Thil suite à l'ouverture des plis de l'appel d'offres pour la réalisation des travaux. Il note qu'il est important de définir le montant de la PFAC pour une station mise en œuvre par la commune. Il souligne qu'à travers le PUP, les habitants du Clos des Platanes ont payé une quote-part de PFAC.

Mr Manié demande quelle est la capacité d'accueil pour cette station.

Mr le Maire informe que le Bilan 24 heures a été effectué en mai dernier et a conclu que la STEP ne fonctionne qu'à la moitié de sa capacité.

Mr Zimerli remarque que des raccordements supplémentaires seront faits sur cette STEP alors qu'il avait été dit que cette station était appelée à disparaître.

Mr le Maire répond que le fait de conserver cette station est dû au fait qu'elle fonctionne très bien avec un entretien minimum. Il n'y a nulle raison de la démonter.

Mr Thuot note que si on voulait la déposer, il aurait été nécessaire de prendre en compte des modifications de canalisations importantes au niveau du Clos des Platanes.

Mr Manié souligne qu'il ne va pas voter contre cette délibération, car il est pour le principe d'une PFAC. Cependant, cette délibération fait suite à une autorisation d'urbanisme donnée par la Commune, mais le projet tel qu'il a été accepté par la Mairie, va générer plus de voitures débouchant sur la route de Beynost entre les platanes. Ce projet lui semble dangereux et à ce titre, il ne souhaite pas que son nom soit associé à la délibération car ne voulant pas porter la responsabilité de cette décision.

Mr le Maire rappelle que le Maire exécute un PLU et les décisions qui sont prises sont opposables aux tiers. Sur la question de la circulation, le Département a été interrogé deux fois et à deux reprises, a donné un avis favorable sur cette sortie route de Beynost.

Mr Jullian a souvent attiré l'attention sur la dangerosité avec le nombre de véhicules très croissant. Il propose de réfléchir sur le contournement de Thil.

Mr le Maire rappelle que le sujet a déjà été abordé en 2008 par les élus d'alors et que les études n'ont pas eu de suite compte tenu du coût de sa réalisation puis de la création de l'accès autoroutier de La Boisse.

DELIBERATION 17/05/06: PARTICIPATION FORFAITAIRE POUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Rapporteurs : Jean-Michel Thuot / Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle que la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 a réformé en profondeur la fiscalité de l'urbanisme avec la mise en place de la taxe d'aménagement et la suppression de nombreuses taxes. Parmi les taxes supprimées, il y a la participation pour raccordement à l'égout (PRE) qui permettait de faire financer par les constructeurs les frais liés au raccordement à l'égout. La loi n° 2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012 a fixé la disparition de cette PRE au 1er juillet

2012 et a ouvert la possibilité aux collectivités de mettre en place une nouvelle participation financière pour l'assainissement collectif (PFAC). L'institution de cette participation n'est pas obligatoire et est laissée à l'appréciation de chaque collectivité.

Il est rappelé que

- la PFAC peut être assimilée à un droit d'entrée dans le réseau, qui s'ajoute aux frais de branchement à l'égout. Conformément au code de la santé publique, elle est due par tous les propriétaires qui en se raccordant à l'égout public, évitent de réaliser une installation d'assainissement individuelle ou de mettre aux normes une telle installation. Elle est également due pour les extensions et réaménagements d'immeubles générant des eaux usées supplémentaires,
- le fait générateur de la PFAC n'est pas le permis de construire mais le raccordement à l'égout de l'immeuble ou l'apport d'eaux usées supplémentaires au réseau public dans le cadre d'une extension ou du réaménagement de tout ou partie d'un immeuble,
- la PFAC est également applicable aux immeubles existants devant se raccorder lors de la réalisation d'un réseau public,

La commune de THIL a décidé de mettre en place un réseau public d'assainissement qui comprend deux portions autonomes et indépendantes : d'une part, le réseau public principal, reliant les constructions à la station d'assainissement de NIEVROZ, lequel doit être mis en place prochainement dans le respect du schéma d'assainissement approuvé par délibération 14.01.03 en date du 15/02/2014, et d'autre part le réseau public d'assainissement de la micro-station desservant le CLOS DES PLATANES, mis en place dans le cadre de l'opération du lotissement susvisé par la Commune.

Monsieur le Maire précise qu'il est prévu à court terme de raccorder plusieurs habitations issues du lotissement MOBILI INVEST ainsi qu'une unité d'habitation jouxtant ledit lotissement à la station d'assainissement desservant le CLOS DES PLATANES. La PFAC à instituer aujourd'hui a pour objet de permettre de faire supporter aux futurs résidents la charge correspondant à l'économie qu'ils réaliseront compte tenu de l'absence de nécessité de mise en place d'ouvrages d'assainissement individuels ou d'une micro station.

Il est d'ores et déjà précisé que le montant de cette PFAC sera réévalué au moment de la réalisation du réseau public principal, à l'horizon 2019.

Ces préalables rappelés, il est proposé la réglementation suivante pour la PFAC :

Article 1 : Principes généraux

Les propriétaires d'immeubles produisant des eaux usées domestiques et soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement sont redevables d'une participation financière, conformément à l'article L1331-7 du code de la santé publique.

Les propriétaires d'immeubles produisant des eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique (eaux usées dites communément "eaux usées assimilées domestiques") et bénéficiant d'un droit au raccordement au réseau public d'assainissement, sont également redevables d'une participation financière, conformément à l'article L 1331-7-1 du code de la santé publique.

Il est retenu pour ces participations financières une seule et même dénomination quelle que soit la catégorie d'eaux usées domestiques rejetées au réseau public, à savoir la PFAC.

Le paiement de la PFAC s'ajoute au paiement :

- de la participation pour frais de branchement à l'égout quand ils sont dus en application du règlement d'assainissement,
- de la taxe d'aménagement quand elle est due au titre d'une autorisation d'urbanisme.

Cette participation permet de financer, notamment, les travaux de mise en place et le futur développement des réseaux d'assainissement collectif de la commune.

Article 2 : Fait générateur de la PFAC

Le fait générateur de la PFAC est :

- le raccordement au réseau public d'immeubles neufs, quels que soient les moyens d'accès à celui-ci (raccordement simple gravitaire, par relèvement, par une voie privée, par un réseau privé, etc.),
- le raccordement d'immeubles préexistants à la construction du réseau quels que soient les moyens d'accès à celui-ci (raccordement simple gravitaire, par relèvement, par une voie privée, par un réseau privé, etc.),
- l'extension ou le réaménagement de tout ou partie d'un immeuble générant des eaux usées supplémentaires.

La PFAC n'étant pas une taxe d'urbanisme, elle est exigible, même si l'information n'est pas donnée dans l'autorisation d'urbanisme.

Article 3 : Identification du redevable de la PFAC

Le redevable de la PFAC est :

- le propriétaire de l'immeuble,

- ou le constructeur-vendeur lorsqu'il s'agit d'un immeuble dont les locaux sont vendus en état de futur achèvement (VEFA).

Article 4 : Champ d'application de la PFAC

La PFAC est applicable pour tout immeuble remplissant les conditions cumulatives suivantes :

- être situé sur le territoire communal,
- faire l'objet d'un raccordement au réseau public, ou d'une extension ou d'un réaménagement générant des eaux usées supplémentaires.

Ne sont pas soumises à la PFAC :

- les opérations ayant déjà été assujetties à la PRE dans le cadre d'une autorisation d'urbanisme,
- les extensions d'immeuble inférieures ou égales à 40 mètres carrés,
- les opérations réalisées dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), d'un plan d'aménagement d'ensemble (PAE) ou d'un projet urbain partenarial (PUP), lorsqu'il y a eu financement de réseaux d'assainissement publics par les opérateurs privés.

Article 5 : Montant de la PFAC

La PFAC est fixée pour les années 2017 et 2018 à 2500 € par raccordement.

Il est précisé que ce montant sera réévalué au moment de la réalisation des travaux de réalisation du réseau public d'assainissement principal reliant les constructions à la station de la 3CM.

Article 6 : Perception de la PFAC

La PFAC fait l'objet d'un titre de recette émis par la commune dès lors que l'immeuble est raccordé au réseau public d'assainissement.

La PFAC n'est pas passible de la taxe sur la valeur ajoutée.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal :

- D'approuver la réglementation de la participation financière pour l'assainissement collectif (PFAC) telle que définie ci-dessus.
- De fixer l'entrée en vigueur de la présente réglementation pour tout raccordement ou apports d'eaux usées supplémentaires domestique au réseau public, réalisé à partir du 1er octobre 2017.

La présente délibération sera notifiée à Monsieur le Préfet, au titre du contrôle de légalité.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	2

8. RODP GAZ ELECTRICITE

Mr Thuot donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 17/05/07: RODP GAZ ELECTRICITE

Rapporteur : Jean-Michel Thuot

Mr le Rapporteur informe les membres du Conseil de la parution au Journal Officiel du décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

Dans l'hypothèse où ce type de chantier interviendrait ou que les conditions d'application du décret précité auraient été satisfaites en 2016 permettant d'escompter en 2017 une perception de la redevance, l'adoption de la présente délibération permettrait dès lors de procéder à la simple émission d'un titre de recettes.

Il propose au Conseil :

- de décider d'instaurer ladite redevance pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz ;
- d'en fixer le mode de calcul, conformément au décret n° 2015-334 du 25 mars 2015, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire.
- de demander au SIEA d'en assurer le contrôle et la perception, en vue de son reversement à la commune.

Il précise que ce service est proposé par le SIEA à titre gracieux.

Le Conseil municipal, entendu cet exposé et après avoir délibéré,

ADOpte la proposition qui lui est faite concernant l'instauration de la Redevance pour l'Occupation du Domaine Public par les chantiers provisoires de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz. Cette mesure permettra de procéder à l'établissement du titre de recettes au fur et à mesure qu'auront été constatés des chantiers éligibles à ladite redevance.

CHARGE le Syndicat d'énergie et de e-communication de l'Ain (SIEA) d'assurer, pour le compte de la commune, la perception des montants correspondants.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

9. R. P. Q. S.

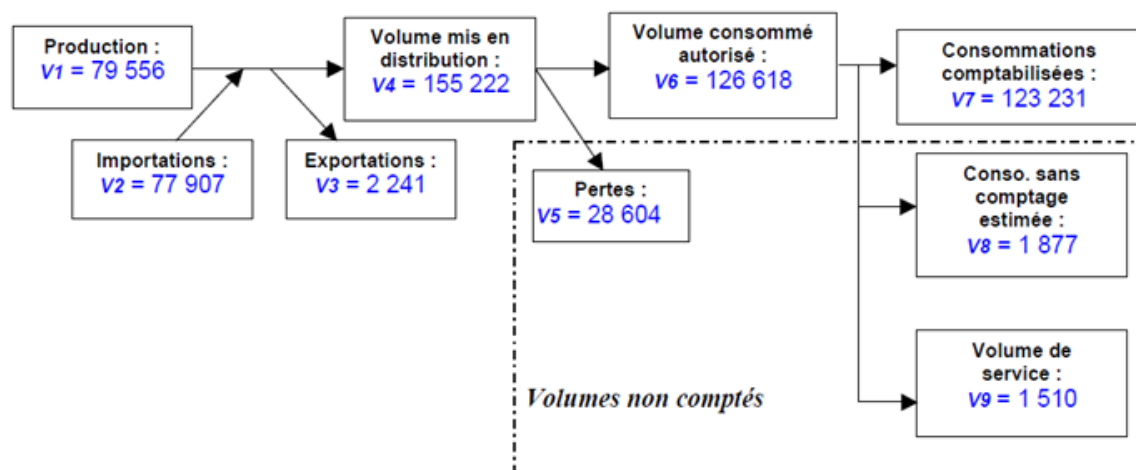
Mme Borrel-Jeantan présente à l'Assemblée les chiffres clés du délégataire pour l'année 2016.

Nombre d'abonnés	2012	2013	2014	2015	2016	Variation
- abonnés domestiques	968	977	1 022	1 027	1 030	+ 0,3 %
- abonnés non domestiques	0	0	0	0	0	/
Total des abonnés	968	977	1 022	1 027	1 030	+ 0,3 %

Nombre d'abonnés par commune	2014	2015	2016
NIEVROZ	596	605	606
THIL	426	422	424

QUELQUES CHIFFRES : Volumes

Syndicat des Eaux de Thil Niévroz



Tarifs		Au 01/01/2016	Au 01/01/2017
Part de la Collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement	22,00	22,00
Part proportionnelle (€ HT/m ³)	Tranche unique	0,3713	0,3713
Part du Déléataire			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement	44,92	44,74
Part proportionnelle (€ HT/m ³)	Tranche unique	0,7260	0,7230

Les tarifs applicables au 01/01/2016 et au 01/01/2017 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m³/an) sont :

		Au 01/01/2016 en €	Au 01/01/2017 en €	Variation en %
Déléataire	Part fixe	44,92	44,74	-0,4
	Part proportionnelle	87,12	86,76	-0,4
Collectivité	Part fixe	22,00	22,00	0
	Part proportionnelle	44,56	44,56	0
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau		4,68	2,16	-53,8
Redevance de pollution domestique		34,80	34,80	0
TVA (5,5 %)		13,09	12,93	-1,3
Total TTC		251,17	247,95	-1,3
Prix au m ³ (total /120 m ³)		2,09	2,07	-1,3

Le rendement du réseau de distribution est :

$$\frac{\text{Volumes consommés autorisés} + \text{volumes ventes en gros} : 128\,859 \text{ m}^3}{\text{Volumes produits} + \text{volumes achetés en gros} : 157\,463 \text{ m}^3} = 81,8 \%$$

Commentaires : L'objectif de rendement de Grenelle 2 est de 67,32 %, même si en 2016 le rendement diminue un peu (- 0,7 %) avec 81,8 %, le Syndicat respecte largement ses obligations réglementaires.

$$\frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non-conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} \times 100$$

	Nombre de prélèvements réalisés	Nombre de prélèvements non-conformes	Taux de conformité
Analyses microbiologiques	11	0	100 %
Analyses physico-chimiques	14	0	100 %

Commentaires : L'ensemble des prélèvements a satisfait aux exigences réglementaires en 2016.

DELIBERATION 17/05/08: R.P.Q.S. 2016

Rapporteur : Suzanne Borrel-Jeantan

Madame le Rapporteur expose le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) concernant l'année 2016, notamment les faits marquants 2016, les interventions techniques ainsi que la facture 120 m3.

Une synthèse de ce rapport sera mise en ligne sur le site internet de la commune.

Entendu les explications de Madame le Rapporteur,

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

Approuve le Rapport sur le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) de l'année 2016.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

10. TABLEAU DES EMPLOIS

Mr Guillard présente le projet de délibération et note que le fait marquant de cette année, est la disparition des NAP, ce qui a amené à revoir les horaires de travail du Personnel.

DELIBERATION 17/05/09: MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Rapporteur : Philippe Guillard

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,
Il convient de modifier le tableau des emplois permanents.

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :

- **accepte** les propositions de Mr le Rapporteur,
- **fixe** le nouveau tableau des emplois permanents de la collectivité tel qu'indiqué en annexe, à compter du 1^{er} octobre 2017.
- autorise** Monsieur le Maire à prendre les Arrêtés ou Contrats nominatifs correspondants.

Annexe à la Délibération n° 17/05/09

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

- . 1 Adjoint Technique 2ème Classe (Service Voirie)
- . 1 Adjoint Technique Principal 1ère Classe (Service Voirie)
- . 1 Rédacteur Principal

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

- . 1 Adjoint Technique (4h40 annualisées à 4h40 par semaine)
- . 1 Adjoint Technique (Entretien des locaux : 23h00 annualisées à 19h26)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (34h00 annualisées à 30h50 par semaine)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (40h30 annualisées à 32h27 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 8h00 annualisées à 5h55 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 22h30 annualisées à 17h12 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 19h00 annualisées à 14h31 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 25h25 annualisées à 19h26 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (Classe Maternelle : 32h20 annualisées à 26h39 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (Classe Maternelle : 36h00 annualisées à 27h31 par semaine)
- . 1 Adjoint Administratif (30h30 par semaine)

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

11. QUESTIONS DIVERSES

Mr le Maire informe l'assemblée que l'aire d'accueil provisoire des gens du voyage sera fermée dans le courant de cette semaine. La CCMP va faire procéder au nettoyage par une société spécialisée.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,
Fin de la séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le lundi 25 septembre 2017 à 21 h 50
Stopper l'enregistrement »*